

Index AI : PRE01/006/2012  
06 January 2012

## **La Ligue arabe doit clarifier la situation des droits humains en Syrie**

La réunion de la Ligue arabe au Caire dimanche 8 janvier offre une excellente occasion de clarifier les allégations de graves atteintes aux droits humains commises en Syrie, a déclaré Amnesty International vendredi 6 janvier.

À l'approche de cette rencontre, de nombreux militants syriens des droits humains ont déclaré à Amnesty International que de graves préoccupations en matière de droits humains perdurent, malgré la présence d'une mission d'observation menée par la Ligue arabe dans le pays depuis le 26 décembre 2011.

Ils dénoncent notamment les homicides de nombreux manifestants et d'autres personnes, qui seraient imputables aux forces de sécurité syriennes, depuis que les observateurs sont arrivés. Amnesty International a recensé 134 personnes tuées dans de telles circonstances depuis le déploiement de la mission d'observation, mais le chiffre réel pourrait bien être beaucoup plus élevé. Bien d'autres personnes ont été interpellées en raison de leur implication réelle ou présumée dans le mouvement en faveur de la réforme, tandis que les autorités syriennes refusent de libérer des milliers d'autres personnes placées en détention.

Les informations faisant état d'un attentat à Damas le 6 janvier illustrent la détérioration de la situation en termes de sécurité, tandis que les organisations de l'opposition syrienne qui contestent la mission de la Ligue arabe appellent à manifester massivement pour réclamer une intervention des Nations unies en Syrie.

« La Ligue arabe a pris une initiative très positive en lançant cette mission chargée de surveiller la situation sur le terrain en Syrie et d'observer les répercussions de plusieurs mois de graves violations des droits humains durant la répression sanglante contre les manifestants favorables aux réformes, a indiqué Ann Harrison, directrice adjointe du programme Afrique du Nord et Moyen-Orient d'Amnesty International.

« Lorsque les observateurs présenteront leurs conclusions préliminaires dimanche 8 janvier, nous espérons qu'elles seront rendues publiques afin de livrer à la communauté internationale un constat clair de la situation sur le terrain en Syrie, où il semble que les atteintes aux droits humains se poursuivent sans relâche. ».

La mission d'observation s'est rendue en Syrie pour surveiller la mise en œuvre par le gouvernement d'un accord signé avec la Ligue arabe fin novembre afin de rétablir le calme.

C'est la première fois qu'une mission officielle d'observateurs est autorisée à se rendre en Syrie depuis que la répression ciblant les manifestants favorables aux réformes a débuté en mars 2011.

Au cours des dernières semaines, les opposants syriens ont à plusieurs reprises contesté les déclarations

des représentants de la Ligue arabe dans les médias notamment.

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil al Arabi, a affirmé que les autorités syriennes avaient libéré plus de 3 500 prisonniers politiques, mais on ignore sur quels éléments de preuve il s'est basé pour faire cette déclaration.

Aucune liste recensant les prisonniers libérés n'a été rendue publique et les militants syriens estiment que le nombre de détenus relâchés est bien moindre, ajoutant que des centaines d'autres militants politiques ont été arrêtés la semaine dernière, notamment à Alep, Lattaquié et Daraya.

En outre, selon certaines informations, un grand nombre de détenus ont pu être déplacés ou conduits dans des centres de détention tenus secrets, afin de les soustraire au contrôle des observateurs de la Ligue arabe.

Quant au retrait de l'équipement et du personnel militaire, tous les militants qui ont parlé avec Amnesty International ont déclaré que les tanks étaient bien souvent déplacés pour la durée de la visite des observateurs et que les tireurs embusqués à la solde du gouvernement étaient toujours postés dans diverses zones résidentielles, où ils continuent de menacer les manifestants et les gens qui vaquent à leurs occupations quotidiennes.

Amnesty International a engagé à maintes reprises le gouvernement du président Bachar el Assad à mettre fin aux violences, notamment aux crimes contre l'humanité commis depuis le début de la répression virulente contre les manifestants en mars 2011. Amnesty International et d'autres organisations de défense des droits humains doivent être autorisées à se rendre en Syrie.

Amnesty International a également demandé au Conseil de sécurité de confier le dossier syrien au procureur de la Cour pénale internationale et d'imposer un embargo total sur les armes à destination de la Syrie, ainsi qu'un gel des avoirs du président Bachar el Assad et de toute personne ayant ordonné ou perpétré de graves violations des droits humains.

Le Conseil de sécurité doit débattre une nouvelle fois de la situation en Syrie le 10 janvier.

« Par sa seule présence en Syrie, la mission d'observation de la Ligue arabe encourage les manifestants à retourner dans les rues en plus grand nombre et donne une meilleure visibilité des problèmes relatifs aux droits humains. Toutefois, une action énergique est désormais nécessaire pour mettre un terme à la violence, a estimé Ann Harrison.

« Une condamnation ferme par la Ligue arabe des violations imputables au gouvernement syrien étofferait les arguments en faveur d'une action décisive de l'ONU afin que justice soit rendue et que les responsables présumés de la répression brutale soient amenés à rendre des comptes. »